



IDEES & DEBATS

LE COMMENTAIRE

de Frédéric Charbonnier
et Emmanuel Thibault

Lutte contre le réchauffement : le vrai prix de l'effort

Le scandale Volkswagen illustre une nouvelle fois l'échec des réglementations environnementales. Il est aisé pour les lobbys industriels d'en influencer la conception pour y laisser des failles et, in fine, mieux les contourner – sans qu'il n'y ait forcément besoin de recourir à des moyens frauduleux. Dans le cas des moteurs Diesel, les carences des contrôles étaient bien connues, mais politiques et administrations ont préféré continuer à s'abriter derrière la complexité de normes techniques pour ne pas déplaire à notre industrie.

Une politique environnementale efficace doit au contraire reposer sur la simplicité et l'indépendance. Le mécanisme le plus simple consiste à mettre un prix sur la pollution, à travers une taxe ou un plafond global sur les émissions. Deux solutions relativement équivalentes, même si la seconde dispense du délicat calcul de la taxe. Un marché des permis d'émission se charge en effet de fixer le prix de la pollution en fonction du volume de réduction jugé nécessaire. Qualifié de « signal-prix », cela permet de diminuer à moindre coût la pollution en incitant chacun à proportionner ses efforts au regard d'un référent commun, mais nécessite de disposer d'institutions indépendantes capables de résister aux lobbys. Introduit en 2005, le marché européen des permis d'émission de CO₂ a par exemple été rapidement perverti : sous la pression d'industriels, les permis ont été distribués de

manière démesurée, entraînant un effondrement du prix du carbone dès mai 2006 !

La simplicité d'un mécanisme par les prix garantis par une instance indépendante peut-elle aussi être une solution pertinente face au risque de réchauffement climatique ? Oui, à condition d'englober tous les acteurs : ne taxer que l'industrie européenne peut faire gagner des parts de marché à des concurrents étrangers qui pollueront bien davantage, inciter certains pays à stopper la déforestation peut faire augmenter le cours du bois et en conduire d'autres à détruire leur propre environnement pour répondre à la demande. Ces risques de « fuite de carbone » constituent une menace sur l'efficacité du dispositif et peuvent pousser les uns et les autres à adopter des attitudes non coopératives.

**Il faut un organisme
indépendant mesurant
les efforts et résistant
aux lobbys.**

**La technologie
satellitaire serait
plus efficace qu'une
collection de promesses.**

Pour inverser la courbe du réchauffement climatique, il faudrait dès à présent avoir le courage de permettre l'émergence d'un organisme indépendant capable de suivre sérieusement les efforts de chacun – la technologie satellitaire permet facilement de mesurer les émissions, puis de s'accorder sur des engagements fermes, quitte à taxer les pays qui n'accepteront pas de jouer le jeu. Economiste et spécialiste du climat,

William Nordhaus a démontré en 2014 la viabilité de cette solution, reposant sur la formation d'un « club » de pays qui accepteraient de faire peser sur ses populations et ses industries une taxe carbone de 50 euros par tonne tout en imposant aux autres une taxe de 5 % aux frontières. Et une telle approche peut intégrer un mécanisme pour aider les pays en développement à gérer la transition énergétique.

On est bien loin de l'angélisme déployé en amont de la conférence sur le climat qui se tiendra en décembre à Paris et ne devrait aboutir qu'à un accord « pledge and review » consistant à collecter des promesses à un niveau national et à se réunir de temps en temps pour voir si elles sont tenues ! Celles qui le seront risquent d'être l'apanage de pays qui ne souhaitent pas faire le moindre effort pour préserver notre planète mais qui veulent légitimement protéger leurs propres populations de la pollution atmosphérique locale. Une étude du FMI en 2014 révélait que les 20 principaux pays émetteurs de CO₂

ont intérêt à réduire significativement leurs émissions pour cette raison. Il y a fort à parier que c'est seulement dans cette logique que s'inscrit l'annonce par la Chine du plafonnement de ses émissions en 2030 ! Malheureusement, une somme d'efforts égoïstes risque de se révéler bien insuffisante pour lutter contre le réchauffement climatique !

Frédéric Charbonnier est professeur à Sciences po Toulouse et **Emmanuel Thibault** est professeur à l'université de Perpignan. Ils sont tous deux chercheurs à la [Toulouse School of Economics](#).